



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie Ile-de-France

Evry, le 26 janvier 2018

Unité départementale de l'Essonne

Nos réf. : D2018- *JS*

n°Helios : 44618

Affaire suivie par : Delphine LESPRES/Nathalie NOEL/Patricia LE FLOHIC

delphine.lespre@developpement-durable.gouv.fr

nathalie-if.noel@developpement-durable.gouv.fr

patricia.le-flohic@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 01.60.76.34.11 – Fax : 01.60.76.34.88

T:\SPRN-IIC\UTEE91\Paray-Vieille-Poste\SMCA 653634\RVAT\SMCA 2018-01-16
rapport APC_VFfinale.odt

- Objet :** SMCA – Station de Paray-Vieille-Poste Zone aéroportuaire d'Orly
Gestion de la pollution – Proposition d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
- PJ :**
1. Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
 2. Courrier du 2 novembre 2017
- Ref :**
- 1) Arrêté préfectoral d'urgence n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014
 - 2) Arrêté préfectoral de mise en demeure référencé n°2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/620 du 10 août 2016
 - 3) Courrier préfectoral du 2 février 2017 associé au rapport de suivi des arrêtés visés en référence 1 et 2 du 16 janvier 2017
 - 4) Courrier du 2 novembre 2017 présentant l'avant-projet de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à l'exploitant
 - 5) Courrier de l'exploitant du 13 décembre 2017

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'objet du présent rapport est de proposer à Madame la Préfète la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires visant à cadrer la gestion de la pollution induite par les activités de la société SMCA à PARAY-VIEILLE-POSTE.

1. PRÉSENTATION DE L'INSTALLATION

1.1. Description de l'activité du site

La société SMCA est en charge de l'approvisionnement, du stockage et de la distribution de carburant d'aviation sur l'aéroport d'Orly. Le site correspond à la station de traitement, stockage tampon et distribution permettant d'assurer cette mission.



Certificat N° A 1607

Champ de certification disponible sur :

www.driea.de-france.developpement-durable.gouv.fr

À partir du dépôt d'hydrocarbures d'Athis-Mons, les installations de la station SMCA à Paray-Vieille-Poste sont alimentées par des canalisations enterrées. Depuis cette station, un réseau appelé « oléo-réseau » permet aux aéronefs d'être alimentés en carburant Jet A1. Un camion de distribution équipé d'une pompe et d'un compteur réalise la liaison finale entre l'avion sur la piste et l'oléo-réseau. Par ailleurs, certains avions sont alimentés par des camions-citernes qui viennent s'approvisionner sur le site de la SMCA. Le site comptabilise une moyenne de deux remplissages par jour (il s'agit surtout de maintenir les camions-citernes pleins pour éviter la création de vapeurs dans la citerne).

Les installations de SMCA à Paray-Vieille-Poste sont constituées principalement :

- d'un dépôt de liquides inflammables (Jet A1) de 9380 m³ répartis dans 9 bacs de 1020 m³ et, d'installations de transfert de Jet A1 vers les réservoirs des avions via un réseau d'oléoducs appelés hydrants.
- de 2 cuvettes de rétentions qui accueillent respectivement 3 et 6 bacs, chaque bac étant placé dans une sous-cuvette. Le dépôt dispose d'une cuvette de rétention déportée dédiée aux bacs 21, 22 et 23 et, d'une seconde cuvette déportée qui peut recevoir le débordement des bacs 1, 2, 3 et 11, 12, 13.
- d'une salle de commande. Cette salle assure la surveillance et la gestion de tous les transferts et mouvements dans les bacs de Jet A1. Cela concerne la réception du produit provenant de l'oléoduc TRAPIL terminal T13 dans les bacs du dépôt situé sur la commune d'Athis Mons, le traitement et le transfert du JET A1 vers la station et, enfin, une dernière filtration (eau) et l'acheminement du JET vers les avions.

1.2. Situation administrative

La société SMCA est autorisée à exercer ses activités sur le site de Paray-Vieille-Poste par arrêté préfectoral n° 83/322 du 2 février 1983.

Les installations SMCA de Paray-Vieille-Poste sont classées seuil bas en raison notamment du volume de stockage de carburants pour avion. La capacité maximale de stockage autorisée est de 9380 m³.

1.3. Contexte

L'arrêté préfectoral d'urgence n°2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/838 du 18 novembre 2014 a été pris suite à la découverte d'une pollution importante dans les eaux souterraines. Cet arrêté prescrit une série de mesures visant à préciser l'origine de l'incident ainsi que les mesures mises en œuvre pour stopper la source de pollution, à caractériser l'étendue de la pollution, à évaluer l'impact environnemental de cette dernière et à proposer un plan de gestion adapté aux enjeux en présence. L'exploitant est également tenu de rédiger un rapport d'accident et d'assurer une gestion des déchets conformément à la réglementation.

De nombreux échanges se sont tenus avec l'exploitant mais les contenus figurant aux dossiers transmis se sont avérés insuffisants pour répondre aux demandes figurant à l'arrêté préfectoral d'urgence susmentionné. Un arrêté préfectoral de mise en demeure référencé n°2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/620 a donc été pris le 10 août 2016 et portait sur plusieurs points de l'arrêté préfectoral d'urgence. Dans le cadre des éléments transmis par courrier du 14 octobre 2016, l'exploitant demandait un délai supplémentaire afin de poursuivre la démarche déjà engagée pour répondre à l'arrêté préfectoral d'urgence.

La dernière version du plan de gestion a été transmise en date du 29 juin 2017. L'instruction de ce document a été réalisée au travers du courrier du 2 novembre 2017 en pièce jointe. Elle aboutit à la conclusion de la nécessité de prendre un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires visant à imposer les dispositions que la situation exige au regard de la réglementation.

Par courrier du 13 décembre 2017, l'exploitant transmet ses propositions de modifications quant au projet d'arrêté joint au courrier du 2 novembre 2017.

Le présent rapport explicite les dispositions imposées dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral joint.

2. ANALYSE

2.1. Dispositions prévues au projet d'arrêté

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit la réalisation d'investigations complémentaires à savoir :

- l'analyse de la qualité de l'air intérieur dans le bâtiment 447 de la plate-forme aéroportuaire et dans le bâtiment en contrebas le long de la RN7 ainsi qu'une analyse des gaz du sol dans le même temps,
- l'analyse de la qualité des eaux souterraines sur le piézomètre P13. Le bureau d'études justifiait en effet certains positionnements considérant l'absence de lien entre la pollution historique et la présente pollution sans fournir de démonstration ad hoc et notamment l'analyse du piézomètre situé à la jonction des deux pollutions,
- la mise en place de piézomètres complémentaires permettant de délimiter la pollution en contrebas à l'Est (limites latérales de l'extension le long de la RN7) ainsi qu'au Sud et à l'Ouest sur la plate-forme aéroportuaire.

Au vu de l'emplacement du site et des difficultés avancées par l'exploitant jusque-là pour mener à bien les investigations nécessaires, le projet d'arrêté laisse la possibilité à l'exploitant de justifier du refus d'accès aux zones à investiguer ou d'une impossibilité technique. Il est bien évidemment entendu que cette justification devra être étayée, documents formels à l'appui. L'arrêté ne prévoit pas la possibilité de ne pas effectuer ces investigations complémentaires sur la base d'un motif économique.

Il prescrit la révision du plan de gestion au regard qu'il ne se conforme pas à la réglementation car il ne s'inscrit pas dans une logique de réparation puisqu'il fixe un objectif chiffré d'arrêt de la dépollution, d'ailleurs très peu ambitieux (1 à 10 cm de flottant sur la nappe). Ce plan devra être révisé dès que nécessaire dans le cadre de la vie du site.

Le projet prescrit également :

- les mesures immédiates visant à limiter l'extension de la pollution, ceci permettant de ne pas attendre la validation du plan de gestion modifié,
- la protection des installations de traitement afin que ces installations ne puissent pas être source de risques accidentels ni de risques de pollution supplémentaire,
- que tous travaux permettant d'accéder à une zone polluée devra s'accompagner du retrait des terres polluées dans les limites de faisabilité technique. Les travaux ainsi que les éléments justifiant le traitement ou les limites du traitement des terres excavées seront à faire valider par l'inspection.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est complété dans le projet d'arrêté au vu de l'épisode de pollution. Ceci est d'autant plus justifié que la pollution de 2014 n'avait pas été identifiée par l'exploitant mais par la plate-forme aéroportuaire. Le projet d'arrêté laisse la possibilité de modifier ce réseau après accord des services d'inspection, notamment du fait que le nombre de piézomètres à surveiller est important (17 au lieu de 3 prévus initialement).

2.2. Demandes formulées par l'exploitant

Par courrier du 13 décembre 2017, l'exploitant transmet ses propositions de modifications quant au projet d'arrêté joint au courrier du 2 novembre 2017. Il n'est repris ci-après que les éléments pour lesquels les demandes de modification n'ont pu être entièrement satisfaites.

Concernant l'article 2.1.A, l'exploitant ne souhaite pas mener d'analyse sur le P13 au regard de l'absence de phase libre lors des différentes campagnes sur ce piézomètre. Ce positionnement n'est pas acceptable au regard que ce piézomètre qui est celui situé entre la précédente pollution et la présente pollution et que le bureau d'études justifie l'absence de lien entre ces deux pollutions par l'absence de pollution sur ce piézomètre sans fournir cette analyse. Par ailleurs, l'absence de phase libre n'induit pas l'absence de phase dissoute. L'analyse sur le P 13 est donc maintenue.

Pour ce même article, il signale que le délai au 30 juin 2018 serait trop court en cas de procédure itérative. Le projet d'arrêté propose un second délai au 30 septembre 2018. À noter, il est demandé à l'exploitant de procéder à la délimitation de la lentille de pollution depuis l'arrêté préfectoral d'urgence de 2014. Cette demande a été maintes fois répétée au travers des différents rapports de suivi et courriers. Au vu du délai déjà passé, l'inspection des installations classées sera attentive au respect des délais fixés dans le cadre de ce projet d'arrêté.

Concernant l'article 2.2.A, contrairement "aux pollutions historiques" qui sont gérées en fonction de l'usage et sur la base d'un bilan coût-avantages, les pollutions accidentelles doivent être gérées dans une logique de réparation. Cette distinction, déjà présente dans les circulaires sites et sols pollués de février 2007, est réaffirmée dans la note du 19 avril 2017, qui actualise la méthodologie relative aux sites et sols pollués : *"L'action doit se placer dans une logique de réparation, en vue de remettre les milieux dans un état antérieur à l'accident."* Il est fait référence à la circulaire du 20 février 2012 pour les situations post-accidentelles : *"Il convient de prescrire au responsable de l'activité à l'origine du sinistre la mise en oeuvre des mesures de réhabilitation nécessaires à la réparation des dommages causés à l'environnement."* Ainsi, le plan de gestion de la société SMCA, s'agissant d'une pollution accidentelle, doit viser un objectif de réparation totale et non un objectif de réparation partielle. Cette disposition est donc maintenue en l'état. À noter, cette disposition n'interdit pas que le plan de gestion prévoit en son sein la tenue d'un bilan au bout d'un certain nombre d'années pour que soit demandé une adaptation voire un arrêt de la dépollution malgré la présence résiduelle de pollution.

Concernant l'article 3, l'exploitant indique que la cuve contenant les hydrocarbures n'est pas sur une rétention dédiée mais sur la rétention du site. L'inspection confirme que cette cuve doit être placée sur une rétention spécifique (limitation de la surface d'épandage en cas de fuite).

Concernant l'article 4.1, l'exploitant souhaite connaître pourquoi il est demandé de contrôler le HAP et le plomb dans les eaux souterraines. Ces indicateurs font partie des indicateurs classiquement demandés dans le cadre de suivi d'eaux souterraines susceptibles d'être impacté par des hydrocarbures. Il est possible de retirer ces indicateurs si l'exploitant démontre l'absence de ces composants dans l'ensemble des produits stockés sur le site à travers son histoire.

Concernant le point F de l'article 4.1, l'exploitant propose de cantonner la recherche de pollution aux piézomètres situés à proximité de la fuite en cas de nouvelle fuite. Le choix a été fait par l'inspection de laisser cette possibilité à l'exploitant selon l'importance de la perte de confinement. En effet, dans le cas de la pollution de 2014, cantonner la recherche aux piézomètres à proximité immédiate de la fuite se serait avéré insuffisant.

Les délais proposés dans le projet d'arrêté joint au présent rapport correspondent à ceux demandés par l'exploitant dans son courrier du 13 décembre 2017.

2.3. Impact du projet d'arrêté sur l'arrêté de mise en demeure n°2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/620

Le rapport du 16 janvier 2017 faisait une analyse des compléments apportés au regard de l'arrêté de mise en demeure n°2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/620 du 10 août 2016.

Le document transmis le 29 juin 2017 permet de répondre au :

- point 7 de l'article 1 en partie puisque ce document correspond au plan de gestion global demandé et que les investigations complémentaires ont été menées pour déterminer l'usage des eaux souterraines,
- point 5 de l'article 1 en partie quant à la délimitation de la pollution,
- point 6 de l'article 1 en complétant l'étude hydrogéologique et en fournissant des compléments sur le sens d'écoulement de la nappe.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport rend sans objet les dispositions relatives :

- à la surveillance des eaux souterraines. L'article 4.1 définit en effet le nouveau réseau de surveillance et les modalités de cette surveillance,
- à la délimitation de la pollution non encore réalisée. Les investigations complémentaires à mener sont imposées au travers de l'article 2.1,
- au traitement de la phase dissoute. L'article 2.2 spécifie en effet que le plan de gestion doit être revu dans une logique de réparation.

Ainsi, il apparaît que les dispositions restantes de l'arrêté de mise en demeure sont soit respectées soit à lever au regard du projet d'arrêté préfectoral.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

CONSIDERANT la pollution engendrée par les fuites accidentelles de carburant sur le site SMCA à Paray-Vieille-Poste,

CONSIDERANT que la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués distingue les pollutions historiques des pollutions accidentelles,

CONSIDERANT que cette méthodologie précise que, s'agissant de pollutions accidentelles, l'action doit se placer dans une logique de réparation, en vue de remettre les milieux dans un état antérieur à l'accident,

CONSIDERANT que le plan de gestion fourni par SMCA dans son courrier du 29 juin 2017 doit être revu pour répondre à cet objectif,

CONSIDERANT de plus que l'étendue de la pollution hors site n'a pas été délimitée et que par conséquent le plan de gestion proposé ne peut prétendre au traitement de l'ensemble de la pollution hors site,

CONSIDERANT que dans l'attente de la révision du plan de gestion, les mesures de gestion proposées à ce stade doivent néanmoins être mises en œuvre,

CONSIDERANT que, compte-tenu de la pollution des eaux souterraines provoquée par les fuites accidentelles, la surveillance de ce milieu prescrite par arrêté préfectoral du 9 août 1993 doit être étendue et renforcée,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement, d'imposer à la Société SMCA des prescriptions complémentaires pour son exploitation,

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de présenter le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ci-joint à la prochaine session du CODERST.

Pour ce qui concerne l'arrêté de mise en demeure n°2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/620 du 10 août 2016, les dispositions non encore levées sont soit respectées soit deviendront sans objet par la prise du projet d'arrêté joint. Il est donc proposé d'indiquer à l'exploitant que cet arrêté sera levé suite à la prise de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires joint.

Enfin, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'inspection informe Madame la Préfète qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

Rédacteur

Vérificateur

Approbateur

L'inspecteur de l'environnement

La chargée de mission sites
et sols pollués

Pour le directeur et par délégation,
Le chef du pôle risques et
aménagement



Delphine LESPRIÉ

Patricia LE FLOHIC

Marion RAFALOVITCH

